



HAL
open science

Le Golfe Arabo-persique : entre permanences stratégiques et mutations socio-politiques

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Le Golfe Arabo-persique : entre permanences stratégiques et mutations socio-politiques. Les leçons du 11 septembre, PUF, pp.91-98, 2001, Enjeux stratégiques. halshs-00528056

HAL Id: halshs-00528056

<https://shs.hal.science/halshs-00528056>

Submitted on 20 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ENJEUX STRATÉGIQUES

Sous la direction de
Pascal Boniface

Les leçons

du **11 septembre**



puf

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pascal BONIFACE	Les leçons du 11 septembre 2001	7
-----------------	---------------------------------	---

LE SYSTÈME INTERNATIONAL MIS À L'ÉPREUVE

Barthélémy COURMONT	L'hyperpuissance américaine et la dissymétrie	17
Nadège RAGARU	Les attentats du 11 septembre 2001 ou l'émergence d'un nouveau prêt-à-penser	27
Sylvie MATELLY	L'économie internationale au lendemain des attentats du 11 septembre 2001	37
Nacer-Eddine GHOZALI	Les fondements juridiques de l'intervention américaine	45
Franck-Emmanuel CAILLAUD et Bruno DELAMOTTE	Terrorisme et contre-terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001	55
Jean-Pierre MAULNY	La problématique des dépenses de défense après le 11 septembre 2001	65
Georges LE GUELTE	L'avenir de la défense antimissile	71

PERSPECTIVES DE RECOMPOSITIONS RÉGIONALES...

Barthélémy COURMONT	Un défi lancé à la politique étrangère américaine	81
Marc LAVERGNE	Le golfe Arabo-Persique : entre permanences stratégiques et mutations socio-politiques	91
Arnaud DUBIEN	La Russie et les conséquences du 11 septembre 2001	99
Valérie NIQUET	Les répercussions sur l'Asie des attentats du 11 septembre 2001	107
Bastien NIVET	L'Union européenne et les États-Unis : la <i>solidarité dissonante</i>	123

Le golfe Arabo-Persique : entre permanences stratégiques et mutations socio-politiques

Marc Lavergne*

Peu après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, il est apparu rapidement que le milliardaire d'origine saoudienne, Oussama Ben Laden, en était l'instigateur, à la tête de son organisation terroriste, *Al-Qaida*. Si les deux termes de milliardaire et de saoudien sont aisément accolés, il n'en va pas de même de celui de terroriste. On pourrait donc se demander si l'origine saoudienne d'Oussama Ben Laden n'était qu'une « erreur de l'Histoire », une exception qui confirme la règle, et qui aurait d'ailleurs été corrigée dès le lendemain de la guerre du Golfe par les autorités de son pays, qui lui retirèrent avec force publicité sa nationalité. Quelle aberration pouvait en effet conduire un enfant gâté de la richissime bourgeoisie d'affaires du royaume saoudien à prendre la tête d'une révolte contre l'Occident, et particulièrement les États-Unis, à qui il devait au fond sa fortune, par richesse pétrolière interposée ?

Puis, l'enquête progressant, on s'aperçut que parmi les auteurs des attentats figuraient bon nombre de Saoudiens. Le monstre n'aurait donc pas été isolé dans son propre pays, et les instigateurs de ces actes ne seraient donc pas que des damnés de la terre dont la révolte se serait nourrie de la misère et du désespoir ?

On se rappela alors le coup de semonce qu'avait été, en septembre 1979, la prise de la Grande Mosquée de La Mecque par des fondamentalistes islamiques de nationalité saoudienne et l'attentat contre les soldats américains de la base d'Al-Khobar en 1998. À la suite de cette opération, la réticence des autorités saoudiennes à associer les autorités américaines à leur recherche des coupables avait été relevée. Dans l'alliance modèle entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite des fissures apparaissaient, qui allaient rapidement dégénérer en une crise de confiance larvée. Cette tension déguisée en froideur appelle tout de même à s'interroger sur la véritable nature des sentiments qu'éprouve la population du premier exportateur mondial de pétrole à l'égard de son partenaire privilégié, les États-Unis, compte tenu des conséquences qu'une rupture aurait sur la stabilité mondiale.

L'attentat du 11 septembre 2001 a également attiré les regards vers Dubaï, qui s'est révélé être une plaque tournante des financements islamistes et un asile pour les terroristes eux-mêmes. Si l'on ajoute à ce tableau l'attentat perpétré contre le destroyer *USS Cole* dans le port d'Aden, en 2000, on voit que la péninsule Arabique, naguère

* Chargé de recherche au CNRS, université Paris X – Nanterre.

uniquement considérée pour ses réserves d'hydrocarbures, mérite une analyse plus approfondie de la situation politique et sociale qui y prévaut.

Le Golfe est, tout autant que le Proche-Orient, un lieu crucial des relations entre l'Occident et l'Orient : dans la mesure où il recèle les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et autant, voire plus, des réserves de gaz, la domination qu'y exerce sans partage l'Occident est vitale pour celui-ci. C'est à ce titre qu'il a été par deux fois, au cours des vingt dernières années, l'œil du cyclone de deux conflits d'envergure, qualifiés à juste titre de guerres du Golfe, même si, à chaque fois, le Golfe proprement dit a pu éviter de devenir un théâtre d'opérations central.

La première, de 1980 à 1988, a vu l'Occident, par Irak et émirats pétroliers interposés, mener une guerre sans merci contre la République islamique d'Iran ; la seconde, conséquence de la première, a vu le Koweït être envahi par l'Irak en août 1990, pour être libéré en février 1991 par une coalition arabo-occidentale. Dans les deux cas, le Golfe n'a été qu'un enjeu du conflit, proie convoitée par l'Irak d'abord, par l'Irak ensuite.

Aujourd'hui qu'un nouveau conflit s'engage à ses portes, on peut se demander si le Golfe ne représente pas encore une fois un enjeu passif, dont les richesses en hydrocarbures pourraient assurer à celui qui les détient la maîtrise des affaires mondiales ou si, cette fois, le Golfe n'émergerait pas comme un acteur de son propre destin, tout autant qu'une caisse de résonance d'affrontements nés ailleurs.

Cet article se propose de mettre en lumière plusieurs éléments de réponse montrant à quel point le positionnement du Golfe, de ses dirigeants, de sa jeunesse et de sa population dans son ensemble, a évolué dans sa relation avec l'Occident.

UNE POPULATION À LA CROISSANCE EXPONENTIELLE

En vingt ans, la population autochtone des États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a quasiment doublé, en raison d'une fécondité maintenue à un niveau naturel, tandis que la mortalité chutait brusquement : cette région du monde, privilégiée par les ressources échues à chaque famille, où la manne pétrolière s'est déversée sans que la modernisation technologique ne se soit accompagnée d'une évolution des mentalités, n'en est qu'au premier stade de la transition démographique.

Cette jeunesse déferlante qui arrive aujourd'hui à maturité, née avec le boom pétrolier, n'a pas les mêmes repères que ses parents : née et élevée dans l'abondance, elle considère celle-ci comme un dû et ne compare pas sa situation matérielle avec celle de la période pré-pétrolière, comme le font ses aînés. Elle est donc plus facilement revendicatrice et n'a pas le même rapport de déférence et de reconnaissance à l'égard des familles dirigeantes que celui qui forme la base du consensus social de ces pays. La généreuse dispense, par les monarchies, de leurs bienfaits, sans commune mesure avec la rapacité des généraux algériens ou la ruineuse priorité donnée à la mégalomanie militaro-industrielle des dirigeants irakiens ou libyens, n'empêche pas cette jeunesse de regarder ailleurs plutôt que derrière elle.

L'ACCÈS MASSIF MAIS BÂCLÉ À L'INSTRUCTION, SOURCE DE TOUTES LES FRUSTRATIONS

Les États ont dépensé des sommes colossales pour instruire l'ensemble de la jeunesse, garçons et filles, pour la première fois dans l'histoire : contrairement à bien des idées reçues, l'obscurantisme saoudien n'est pas un héritage des temps anciens, mais un produit direct de la scolarisation massive de la jeunesse. On est passé sans transition d'une génération analphabète, ignorante du monde extérieur dans le cas des bédouins et des communautés paysannes des oasis ou des montagnes, à une génération

empreinte d'instruction générale. Mais cette instruction a été convoyée par des étrangers, en l'absence de corps enseignant autochtone. Ce sont en majorité des Égyptiens, mais aussi des Soudanais, des Tunisiens, des Palestiniens, des Jordaniens et des Libanais, selon les époques et les pays, qui ont apporté avec leur enseignement une vision du monde fondée sur une confrontation brutale et inégale avec l'Occident. La nature de leur apport a cependant évolué dans le temps : si, au Yémen, dans les années 1960, les institutrices égyptiennes en jupe, maquillées, véhiculaient une image moderne et servaient de modèle à leurs jeunes élèves, le tournant des années 1970 (l'infatih, Camp David, le boom pétrolier) ouvrit la voie à un modèle culturel inversé, celui des islamistes. Les instituteurs et les professeurs des collèges ont-ils été les inspirateurs de cette évolution ou ont-ils eux-mêmes été soumis à l'influence wahhabite et au rejet du matérialisme qui a accompagné l'enrichissement des sociétés du Golfe ? Sans doute les deux. Quoi qu'il en soit, les autorités locales ont été, dès lors, beaucoup plus vigilantes à l'égard des influences révolutionnaires, bannissant les Palestiniens et les Algériens, voire les Syriens et les Irakiens, de l'enseignement, qu'à l'égard des influences religieuses conservatrices.

LE TRAUMATISME PSYCHOLOGIQUE DU BOOM PÉTROLIER, SOURCE DE COMPORTEMENTS EXTRÉMISTES

On a peu relevé le prodigieux traumatisme vécu par cette génération coupée de ses racines familiales, de son passé, par l'enrichissement soudain et l'irruption de valeurs étrangères, non pas directement occidentales, mais véhiculées par les coopérants arabes. La comparaison avec la filiation entre coopération égyptienne en Algérie et la montée en puissance des groupes islamistes doit ici être maniée avec prudence : ce qui est en cause en Algérie, c'est l'arabisation qui a nivelé par le bas toute une génération, la détournant de ses sources d'inspiration culturelle outre-Méditerranée. Mais la personnalité algérienne demeurerait, avec une identité nationale forgée par la colonisation et la guerre de libération, et renforcée par la fierté d'être l'un des fers de lance du Tiers Monde. Dans la péninsule Arabique, les enseignants n'étaient certes pas des islamistes militants cherchant à faire revenir dans le giron de l'arabité et de l'islam une population contaminée par l'Occident, puisque le contrôle social moderne, fondateur de l'État, était après le mouvement des Ikhwan au tournant du siècle, l'institution des *muttawa*, gardiens sourcilleux de l'ordre moral wahhabite. Dans la première moitié du XX^e siècle, l'identité des différentes communautés peuplant les déserts d'Arabie et leurs marges avait déjà été détruite par les troupes conduites par Ibn Séoud ; avec le boom pétrolier des années 1970, c'est toute une cohésion sociale et un système de références qui ont été éradiqués. La situation psychiatrique de ces pays n'a jamais été mise en évidence, non plus que les ravages de la drogue, dont on sait pourtant qu'il s'agit de fléaux n'épargnant aucune couche de la société.

Le désarroi de cette jeunesse et la fragilité de sa santé mentale ont été d'autant plus graves que l'éducation reçue n'est plus transmise que par l'école et les médias, les parents ayant souvent abdiqué devant l'ampleur du fossé intergénérationnel, ou bien étant pris par leurs nouvelles sociabilités à l'extérieur du foyer. La tâche de reproduction de la société et d'évolution progressive a aussi été compliquée par l'afflux d'étrangers qui constituent dans la plupart des pays une majorité de la population, ce qui rend physiquement impossible de conserver le sentiment sécurisant de l'entre soi. C'est ainsi qu'à Dubaï vient de se former un groupe de citoyens posant la question du devenir d'une société où moins de 5 % de la population est constituée de nationaux.

À l'invasion des étrangers correspond l'ouverture sur l'extérieur, à travers les voyages et la fréquentation de l'Internet ; dans les deux cas, faute de préparation, c'est surtout la permissivité de l'Occident que cette jeunesse a découverte. Sa vision de l'Occident est donc caricaturale d'autant plus qu'elle contraste avec le verrouillage intérieur. Il s'ensuit le sentiment que l'Occident a pour but de détruire ces pays en s'attaquant à leurs valeurs et à l'islam. Il y a donc une méconnaissance flagrante des processus historiques qui ont conduit à l'état actuel des sociétés occidentales, des contradictions internes qui les nourrissent et les font progresser.

L'instruction reçue a donc deux graves défauts :

- elle ne permet pas aux futurs citoyens de penser l'Autre, et rend même cet effort suspect ; l'Occident et l'Orient ne se rencontreront jamais, tel est le présupposé de base, et cette irréductibilité est fondée sur une opposition fondamentale, et non sur une histoire partagée et complexe ;

- elle ne produit qu'un semblant de formation, sans utilité professionnelle pour la matrice et la conduite effective de l'économie, à l'exception notable des domaines scientifiques (université des pétroles du roi Fahd, etc.), qui permet de répondre aux besoins nés de la nationalisation de l'Aramco. La chute conjoncturelle de la rente pétrolière, pousse épisodiquement à relancer les efforts en faveur de la « naturalisation » des emplois, ruineux en termes de sorties de devises. Cette naturalisation connaît des succès variables selon les pays, les secteurs et les périodes.

ARABIE SAOUDITE-ÉTATS-UNIS : LES CAUSES D'UN DIVORCE

L'anti-américanisme grandissant de la jeunesse se nourrit de ces frustrations montantes et de cette incapacité à lire le monde extérieur, non musulman, autrement que comme un faisceau de forces maléfiques. Mais d'autres considérations interviennent, qui ont été exacerbées par la guerre du Golfe, particulièrement en Arabie Saoudite.

Ce pays a, en effet, accueilli des troupes américaines sur son sol, alors qu'il s'est affublé, à la suite de la fondation du royaume en 1932, du nom de Maison de Dieu. Ce titre dévolu depuis les origines de l'islam au périmètre sacré de La Mecque et de Médine, est en réalité réservé à la Kaaba qui recouvre la Pierre Noire, au centre de la Grande Mosquée de La Mecque. Son extension aux frontières politiques du pays n'a donc pas de fondement religieux, mais elle sert à asseoir la légitimité islamique de la monarchie des Séoud et nourrit les attitudes de rejet des étrangers au sein de la population.

D'autre part, ce qui est mis en cause, et pas seulement en Arabie, c'est l'alliance même de Croyants avec des Infidèles contre d'autres Croyants. Il y a là une contradiction flagrante avec les objurgations du Prophète, dont témoignent de son vivant de nombreux *hadiths*. La position dans laquelle se trouvent les autorités arabo-musulmanes qui, comme celles de l'Arabie Saoudite se réclament directement de la religion, est donc très embarrassante, même si, depuis l'appel au GIGN pour libérer la Grande Mosquée de La Mecque, en octobre 1979, contre les terroristes qui s'y étaient retranchés, jusqu'à la guerre du Golfe en 1991, la situation s'est déjà produite.

Enfin, un élément plus prosaïque a contribué à exacerber la rancœur de la population et des autorités saoudiennes à l'égard des États-Unis spécifiquement. Il s'agit de la charge financière de la guerre du Golfe, qui a été totalement imputée à l'Arabie Saoudite : environ 50 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter les dépenses assumées directement sur le sol saoudien. Elles ont fait de cette guerre, pour les États-Unis et leurs alliés, une excellente affaire financière, aux dépens du budget saoudien, au moment même où la conjoncture pétrolière en diminuait gravement les recettes. L'amertume dans ce pays est donc grande.

L'Arabie Saoudite est-elle pour autant devenue un danger ? État islamiste par essence, le royaume n'en est pas moins conscient de l'envie et de la jalousie qu'il suscite de par sa richesse au sein de la Communauté des Croyants qu'il aspire à diriger. Longtemps jugulées par la distribution de fonds, ces critiques peuvent à tout moment se transformer en anathèmes. Aussi, les dirigeants saoudiens et, en son for intérieur, la population savent-ils que l'alliance avec l'Occident, et de manière privilégiée avec les États-Unis, est leur seule garantie de stabilité.

S'ajoute à cela la solidarité d'intérêts mainte fois démontrée entre pays producteurs et consommateurs de pétrole, au moins pour faire en sorte que le flot de pétrole qui irrigue l'Occident ne s'arrête pas et engendre en retour un flot ininterrompu de pétrodollars qui font tourner la machine économique mondiale.

Pour autant, les comportements jusqu'ici marginaux, consistant à entretenir la machine subversive de l'islam à l'échelle mondiale, pourraient devenir incontrôlables et prendre le dessus, de même que des tentatives de rejet effectif de la présence et de l'alliance américaines. Les attentats comme celui d'Al-Khobar en 1998 n'ont pas eu d'autre effet que de prouver que les Américains étaient vulnérables ; il est probable que l'effet de cette démonstration n'ait pas été perdu pour tout le monde, et l'on peut s'attendre à d'autres opérations de ce type, si les Américains venaient à opérer de manière visible à partir du sol saoudien.

DES SYSTÈMES POLITIQUES TROP LONGTEMPS FIGÉS

La dynastie saoudienne, constellation de plusieurs milliers de princes de sang, présente de multiples facettes et des zones d'ombre masquées aux regards étrangers. Certains clivages tiennent aux allégeances de clans maternels, et la suprématie du clan des Sudâiri, soigneusement instaurée par la mère des fils d'Abdelaziz Ibn Séoud qui se sont succédés sur le trône, est aujourd'hui remise en question. Mais, surtout, la question est aujourd'hui de savoir qui succédera au prince héritier Abdallah, qui assume actuellement la réalité du pouvoir. Ce prince foncièrement nationaliste, religieux et hostile à l'influence occidentale, a toutefois réussi à réconcilier la population saoudienne avec le pouvoir, tout en tenant compte des intérêts occidentaux. Le mécanisme de la succession ne peut pas laisser présager qui sera son successeur, ni quelle ligne il suivra en fonction de ses convictions personnelles et de l'intérêt du royaume.

Il est également souhaitable que les institutions de l'Arabie Saoudite se rapprochent des normes internationales. L'opacité qui règne en ce domaine a permis aux sources de financement du terrorisme d'en jaillir dans de multiples directions. Mais quel sera le système qui permettra à l'Arabie Saoudite, État de non-droit sans constitution autre que la Révélation coranique, mais allié vital de l'Occident, de prendre une place digne dans le concert des nations, tout en donnant à ses citoyens les moyens d'y devenir autre chose que des rentiers infantilisés ?

Les évolutions politiques en cours chez les États voisins membres du Conseil de coopération du Golfe peuvent fournir une ébauche de réponse à cette question.

DANS LE GOLFE, DES SOCIÉTÉS POLITIQUES EN GESTATION

Tous les pays du Golfe ne sont pas des monarchies absolues et encore moins des régimes autocratiques. La légitimité des dynasties en place, qui remontent pour la plupart au milieu du XVIII^e siècle, repose toujours sur un consensus plus ou moins explicite au sein de la population, en tous cas des groupes les plus anciennement installés sur le territoire ou proches de la dynastie par des liens de sang ou d'intérêt. Avec l'arrivée à l'âge adulte de jeunes cadres souvent formés à l'étranger et conscients de la fragilité intrinsèque de ces richissimes pays, entourés de pays plus vastes,

plus peuplés et moins fortunés, plusieurs dirigeants ont décidé durant les années 1990 d'élargir la base du pouvoir. Il s'agissait pour eux à la fois de répondre aux attentes et aux promesses exprimées lors de la guerre du Golfe, et aussi de partager la responsabilité de décisions impopulaires de réajustements imposés par la mondialisation.

Le Koweït fournit un bon exemple du type de lien qui préside aux relations entre le souverain et la population : la famille régnante des Al-Sabah n'était, lors de son accession au trône au milieu du XVIII^e siècle, qu'une famille de négociants, armateurs de commerce au long cours parmi d'autres. Les grandes familles étant mobilisées lors de la mousson par le départ des navires et l'activité maritime au large, il fallait qu'une famille reste sur place pour prémunir la ville et les familles des autres marchands, des attaques, des pirates ou des voisins ; c'est donc sur la base d'un contrat qu'est né le système politique koweïtien actuel. L'esprit de ce contrat perdure jusqu'aujourd'hui ; c'est la raison pour laquelle le Koweït fut, dès les années 1960, le siège d'une vie politique intense et frondeuse, localisée à la fois au Parlement et dans les diwanias.

Rétabli dans ses prérogatives après la guerre du Golfe, le Parlement koweïtien n'est pas divisé en partis politiques, mais en tendances ou forums, parmi lesquels les islamistes sont les mieux organisés et les plus populaires. On distingue plusieurs tendances parmi ceux-ci : les Frères musulmans, bourgeois conservateurs qui se définissent plutôt comme l'équivalent des démocrates-chrétiens, et disent être prêts à jouer le jeu de la démocratie parlementaire ; les salafistes, intégristes plus virulents sur le plan de l'application stricte des codes de comportement islamiques ; et la minorité chiite, qui se compose elle-même de deux catégories bien distinctes – un petit groupe appartient à la classe aisée des grands commerçants, tandis que la grande majorité sont soit des immigrants de plus ou moins fraîche date d'origine persane, soit des Arabes de souche populaire, venus du Hasa.

Sans aucun doute, ces islamistes, qu'opposent des positions très diverses sur la place de l'islam dans la société et la coexistence avec d'autres forces politiques, sont majoritaires dans la population.

Mais depuis deux ou trois ans, on assiste dans l'ensemble des pays du CCG à des évolutions politiques parfois surprenantes, dans le sens de la modernisation et de l'ouverture. On peut se poser la question de savoir si cette simultanéité correspond à une même dynamique ou simplement à des coïncidences, chaque pays ayant son propre calendrier et ses propres modes d'évolution. Il est vrai qu'à la suite de l'invasion du Koweït, qui avait montré la fragilité de pouvoirs privés de soutien populaire actif, les dynasties avaient toutes promis des réformes. Mais la mise en œuvre de ces réformes avait tardé, l'impatience poussant même, dans le cas de Bahreïn, la population à entrer en dissidence contre le pouvoir, à partir de 1994.

À Bahreïn, l'heure est à la réconciliation nationale, depuis l'ouverture politique engagée en 2000, et les problématiques sont différentes, compte tenu de la précocité du développement économique et de l'absence de rente pétrolière, les gisements locaux étant virtuellement épuisés. Bahreïn est donc tournée vers la solution de ses problèmes économiques et sociaux, longtemps recouverts par une problématique sunnites-chiïtes opposant la dynastie des Al-Khalifa à la masse de la population, composée d'une paysannerie autochtone et de plus ou moins lointains immigrants persans.

Au Qatar, après le coup d'État par lequel cheikh Hamad a évincé son père du pouvoir en 1995, des élections au suffrage universel ont mis en place en mars 1999 un premier Conseil municipal, esquisse d'une gestion partagée de cet émirat bédouin converti à la doctrine wahhabite. Mais le Qatar se singularise par son attitude résolument provocatrice à l'encontre de l'Arabie Saoudite. Rarement le dicton « Se poser en s'opposant » n'aura été aussi vrai que dans cet appendice stérile de la péninsule

arabique. Dépourvu d'identité propre, de consistance interne (la population du Qatar de souche ne compte guère plus de 100 000 habitants), Qatar fait parler de lui par le biais de la chaîne de télévision Al-Jazira, financée par l'État pour révolutionner les médias arabes et apporter de la nouveauté aux opinions publiques arabes ; beaucoup imitée, mais jamais égalée, la chaîne a eu le don de mettre en rage de nombreux dirigeants, de Mouammar Kadhafi à Saddam Hussein, en passant par le grand voisin saoudien. Loin d'être la chaîne des islamistes, elle représente une conception libérale et d'inspiration occidentale de l'information. Émule de la BBC plus que de CNN, elle donne de ce fait largement la parole à tous les opposants bannis et interdits, au premier rang desquels les islamistes. D'où la confusion.

En outre, l'État du Qatar, qui a concédé la charge de grand mufti au cheikh égyptien Qartaoui, proche des Frères musulmans, a accueilli les dirigeants du Hamas expulsés de Jordanie, en 2000, et noué d'étroites relations avec Hassan al-Tourabi et les dirigeants islamistes soudanais. La population du Qatar est certes très pieuse, mais peu au fait des débats qui agitent le monde musulman ; elle peut être parfois surprise, voire choquée, par les volontés réformistes de l'émir, en matière de droit des femmes, de liberté de ton et de mise en place d'institutions modernes.

Le système politique des Émirats arabes unis (EAU) est le moins lisible et le plus complexe du Golfe, avec une structure fédérale qui plaque des fonctions de type moderne sur une réalité familiale et tribale. Un autre aspect propre aux EAU est le rôle majeur dévolu aux affaires dans la régulation sociale ; le corpus juridique ou politique n'ayant apparemment pour objectif que la meilleure administration du « *business* », cela étant bien sûr vrai au premier chef pour la place de Dubaï.

Le sultanat d'Oman, qui s'est ouvert au monde extérieur en 1970, est dirigé par un souverain éclairé, qui s'attache à faire évoluer son pays en douceur, pour ne pas mettre en danger sa fragile unité. Mais la jeunesse, là aussi, s'impatiente et taxe le système d'immobilisme paternaliste. Une course de vitesse est engagée entre l'épuisement des ressources en hydrocarbures, la formation de cadres et l'évolution institutionnelle. Une loi fondamentale a été adoptée en 1996, précédant la mise en place progressive d'un Conseil consultatif élu au suffrage universel et d'un Conseil des Sages, voué à la prospective à long terme. La division du pays en communautés sunnite et ibadite s'est estompée, et la pratique religieuse ne se différencie que par quelques formes rituelles. En revanche, subsistent des héritages culturels qui peuvent être attisés par le différentiel croissant entre le développement économique et social de la côte, en particulier de la région de Mascate, et le déclin relatif de l'intérieur, bastion de l'imamat déchu.

CONCLUSION

Beaucoup d'éléments déclencheurs de la crise actuelle semblent surgir de la péninsule Arabique, ventre mou trop négligé d'un arc de crise qui s'étend des Balkans au Cachemire. L'Arabie Saoudite, lieu de naissance d'Oussama Ben Laden, a été depuis une quarantaine d'années le pourvoyeur de fonds de l'islam radical. Mais elle a surtout, par sa structure politique et son mode de fonctionnement interne, nourri de l'intérieur une revendication confuse d'un nouvel ordre mondial fondé sur un meilleur respect de l'autonomie culturelle par rapport à l'Occident.

Aujourd'hui, l'Occident découvre ce qu'il ne voulait pas voir : l'Arabie Saoudite, pilier de la stabilité régionale, dont les intérêts financiers sont étroitement liés à ceux des puissances industrielles, est un État non pas encore « paria », selon la terminologie américaine, mais une zone qui s'exonère depuis toujours des normes de droit interne comme international communément acceptées par la communauté internationale. Cette

situation, encouragée tant qu'elle paraissait être un gage de stabilité et de protection des intérêts occidentaux, est aujourd'hui perçue comme une menace incontrôlable. Comme le montre l'âpre négociation au sujet de l'utilisation par les Américains de la base aérienne de Kharj, au sud de Riyad, les dirigeants saoudiens, poussés par une opinion publique qui apparaît pour la première fois au grand jour, deviennent d'un coup des partenaires difficiles. Il y a là les prémisses d'une nouvelle donne régionale, et peut-être l'obligation pour les États-Unis d'infléchir leur soutien inconditionnel à Israël.

Les États du Golfe sont en même temps très vulnérables à une déstabilisation menée de l'extérieur. En dépit de l'amoncellement d'armes achetées en pure perte, ils paraissent plus démunis encore face au terrorisme que les pays industrialisés. Leur développement est en effet largement artificiel, et repose sur une utilisation intensive de technologies modernes : ces pays vivent grâce à une perfusion continue d'eau douce dessalée, d'air climatisé, d'importations alimentaires, etc., dont l'arrêt provoquerait leur asphyxie immédiate. Cette vulnérabilité en rend la maîtrise relativement aisée pour un groupe d'hommes décidés.

Le danger de basculement de la région dans le chaos a bien été perçu par la plupart des dirigeants parvenus au pouvoir ces dernières années à la faveur du remplacement naturel des générations. C'est le cas à Bahreïn et au Qatar, où des monarques quadragénaires essaient de dépasser les clivages internes ou externes qui déchirent leurs sociétés et les menaces d'implosion. Ailleurs, comme en Arabie Saoudite ou au Koweït, ainsi qu'aux Émirats arabes unis, des dirigeants septuagénaires ou octogénaires tiennent encore le devant de la scène, masquant des appétits de succession complexes qui retardent la prise de décisions cruciales quant à la modernisation du contrat social. Ces réformes risquent désormais de se faire à chaud, avec tous les risques inhérents à l'intrusion de facteurs exogènes mal maîtrisés.

Il n'en reste pas moins que l'on assiste à une banalisation de la situation régionale par rapport à celle de l'ensemble du monde arabe et musulman. La conséquence à en tirer est que la solution du conflit n'est pas justiciable d'un traitement localisé, mais qu'il ne pourra procéder que d'une mise en perspective de l'ensemble des relations entre l'Occident et cette région du monde. Sans même revenir sur le conflit vieux maintenant de près d'un siècle autour de la Palestine, qu'il suffise d'évoquer la nécessaire réintégration de l'Irak et de l'Iran dans le jeu régional, de manière à parvenir à une neutralisation réciproque des puissances locales autour du bassin du Golfe, dont la pacification est vitale pour la région comme pour les pays industrialisés.